

Commission : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Sujet : Quelle éducation secondaire, universitaire et professionnelle pour répondre aux attentes et aux besoins des sociétés modernes ?

Membres de l'État-major : Alva CANENBLEY, Paul SPENCE

Position : Présidents

Introduction

« 1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants. »

- Article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, 1948

L'éducation est un des aspects les plus importants dans la réalisation d'une société plus harmonieuse, et écologiquement responsable avec une économie stable et un système de services publics développé. L'éducation primaire gratuite fait partie de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies (article 26). L'inscription des enfants à l'école primaire dans les pays en développement a atteint 91 %. Néanmoins, il manque encore l'accès à des formations professionnelles et à une éducation universitaire de qualité et à un coût acceptable. De plus, le monde tout entier devra, dans les prochaines années, s'adapter face à des défis démographiques, des bouleversements climatiques et des avancées technologiques qui révolutionneront notre manière de vivre et de travailler. Comment faire donc pour non seulement améliorer les systèmes éducatifs dans les pays où c'est plus que nécessaire, mais aussi préparer la main d'œuvre de demain à des défis totalement nouveaux ? Quelle éducation secondaire, universitaire et professionnelle pour répondre aux attentes et aux besoins des sociétés modernes ?

Définitions des termes clés

Éducation primaire : Éducation au début du parcours scolaire de l'élève où on apprend les connaissances de bases, surtout lire, écrire et calculer.

Education secondaire : Education venant à la fin du parcours scolaire de l'élève, après l'école primaire où l'on apprend à lire, à écrire et à calculer. Systèmes très variables selon les pays. Correspond aux « collège » et aux « lycées » en France, « middle school » et « high school » aux Etats-Unis. Souvent obligatoire dans les pays développés, l'éducation secondaire ne l'est cependant pas dans la plupart des pays du monde et n'est pas mentionné dans la charte des droits humains de l'ONU.

Education universitaire : Education après la fin du parcours scolaire de l'élève, censé le spécialiser dans un domaine particulier. En 2010, seulement 6.7% de la population mondiale a un diplôme universitaire, même si ce chiffre est en croissance.

Formation professionnelle : Education après la fin du parcours scolaire de l'élève, permettant d'acquérir les connaissances et le savoir-faire nécessaire pour un métier ou une activité professionnelle particulière.

4^{ème} Révolution Industrielle (4RI) : Il devient de plus en plus courant d'entendre parler de la « 4^{ème} révolution industrielle », qui, comme celles qui la précèdent, apportera de nombreux changements dans le monde du travail, et donc nous forcera à adapter nos systèmes d'éducation en conséquence. Cette 4^{ème} révolution concerne la fusion de technologies telles que l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et les nanotechnologies avec notre manière de communiquer et, surtout, de travailler.

IDH : indice de développement humain, qui prend en compte le taux de scolarisation, le taux d'alphabétisation, le Produit Intérieur Brut par personne et l'espérance de vie à la naissance.

PiD : Pays industriellement développé. Selon le programme des Nations unies sur le développement, cela signifie un pays dont l>IDH est supérieur à 0,8. Ceci concerne les pays de l'OCDE, l'Europe de l'Est, l'Europe Centrale et de la CEI. On peut aussi utiliser l'expression 'pays du Nord', mais cela peut porter à confusion car certains pays dans l'hémisphère sud sont aussi des PiD et vice-versa.

PED : Pays en développement. Pays dont l>IDH est inférieur à 0.8. Ceci concerne une grande majorité des pays de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est. On peut aussi utiliser l'expression 'pays du Sud', mais cela peut porter à confusion car certains pays dans l'hémisphère nord sont aussi des PED et vice-versa.

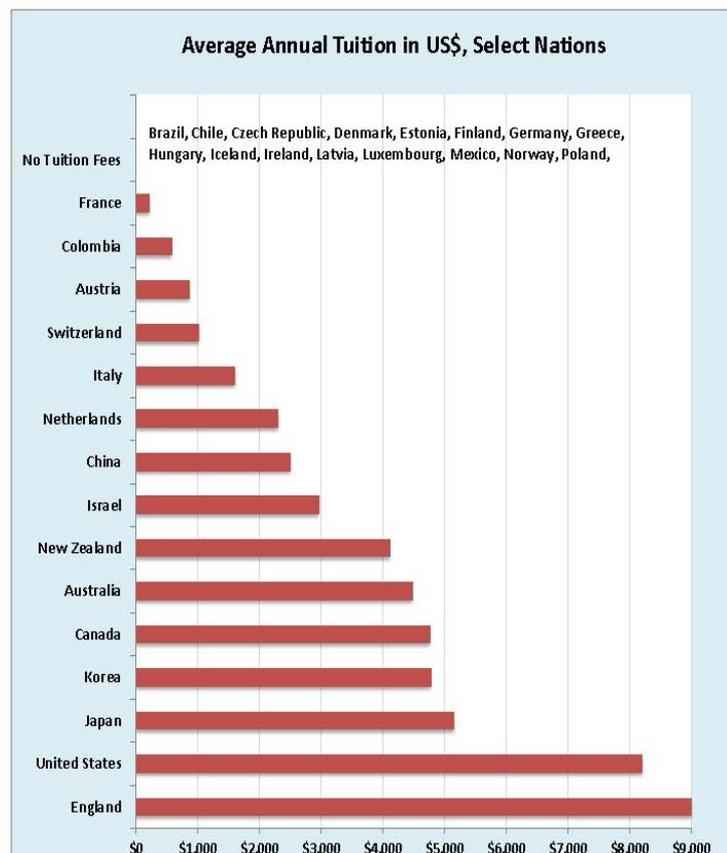
Implication de l'ONU

L'ONU reconnaît l'importance de l'éducation secondaire, universitaire et professionnelle. L'assurance d'une éducation de qualité fait partie des objectifs du développement durable. De nombreux progrès ont été atteints pendant la dernière décennie. Un surcroît de 24 millions d'enfants ont été inscrits dans le secondaire en 2002. A travers l'UNESCO et l'UNICEF, l'ONU mène plusieurs projets qui contribuent à aller vers une éducation universelle pour toutes et tous.

Les barrières à l'éducation

Qu'en sera-t-il de l'accès à l'éducation pour tou.te.s dans 20 ou 30 ans ? Malgré le fait que l'éducation est un droit humain et devrait être gratuite et accessible à tou.te.s, sans discrimination, la réalité est loin de correspondre à ce principe. Les inégalités face à l'éducation sont d'abord liées aux inégalités sociales. Les enfants des milieux aisés ont bien plus de chance d'accéder à l'enseignement, en particulier secondaire et supérieur, que ceux des milieux populaires. Ainsi, au sein des pays de l'OCDE (PiD), l'impact du niveau de formation des parents est déterminant chez les 25-34 ans : pour 43 % en moyenne à être diplômés de l'enseignement supérieur, 65 % le sont lorsque l'un des deux parents au moins est diplômé de ce niveau d'enseignement, mais 23 % seulement lorsque aucun de leurs parents ne l'est. D'autres inégalités ont un impact considérables, en tout premier lieu les inégalités filles-garçons, mais aussi les discriminations que subissent certains groupes ethniques ou religieux. Par ailleurs, il existe un manque de professeurs formés et spécialisés, et un manque de moyens dans les PED, voire dans les quartiers pauvres de certains PiD. Enfin, les situations d'insécurité pèsent sur les conditions dans lesquelles les élèves peuvent étudier.

Pour prendre l'exemple des inégalités entre pays, moins que 20 % des aides financières internationales d'éducation vont aux pays en développement, aides qui sont surtout utilisées pour le primaire. Eduquer un enfant sur une durée de 13 ans coûte 1,25 dollars par jour dans un pays en développement, dont 88 % est pris en charge par le budget du pays. Le reste, environ 15 cents par enfant et par jour est en déficit. Le partenariat mondial pour l'éducation (GPE) encourage les pays à consacrer 20 % de leur budget national à l'éducation pour surmonter ce déficit. Ces faits ne prennent pas en compte les années et le coût d'une formation professionnelle ou d'un cursus universitaire, qui doivent souvent être financés par les familles. Néanmoins accéder à ce type de formation est nécessaire pour avoir un métier bien payé et s'assurer un avenir plus sûr. Dans tous les pays, financer des études supérieures entraîne un endettement considérable pour nombre d'étudiants. On trouve les droits d'inscription à l'université les plus élevés en Angleterre, aux États-Unis et au Japon, avec en moyenne US \$55 000 en Angleterre et \$37 000 aux États-Unis. Même dans les pays où l'enseignement supérieur est gratuit, de nombreux étudiants s'endettent du fait des coûts de la vie (logement, alimentation, etc.). Ainsi, en Suède environ 70 % des étudiants ont contracté une dette d'au moins \$20 000. Cet endettement affecte l'économie, car ceux qui sont endettés vont rarement acheter des biens immobiliers ou investir dans des sociétés. Par conséquent, les recettes fiscales des États seront moins importants, et le système éducatif risque de manquer de financement pour les générations futures.



Les inégalités de genre jouent aussi un rôle important. Ainsi, plus de 130 millions de filles ne sont toujours pas scolarisées à cause de normes sociales et de pratiques culturelles qui peuvent notamment mener au mariage précoce ou forcé. Seulement 75 % des filles achèvent l'école primaire, et ce nombre tombe à 50% pour celles qui achèvent le premier cycle du secondaire. Néanmoins, il est désormais admis par beaucoup que négliger l'éducation de la moitié de la population est préjudiciable pour toute la communauté. Éliminer les inégalités entre les sexes est d'ailleurs un des objectifs de l'ONU pour 2030 (objectif 5).

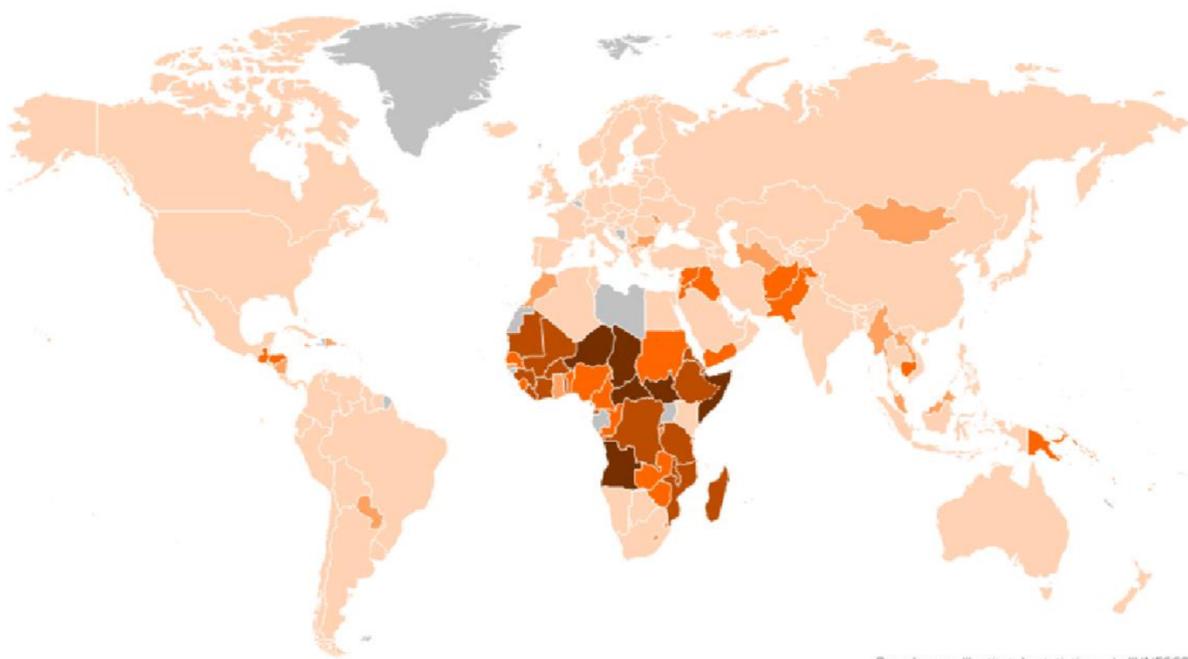
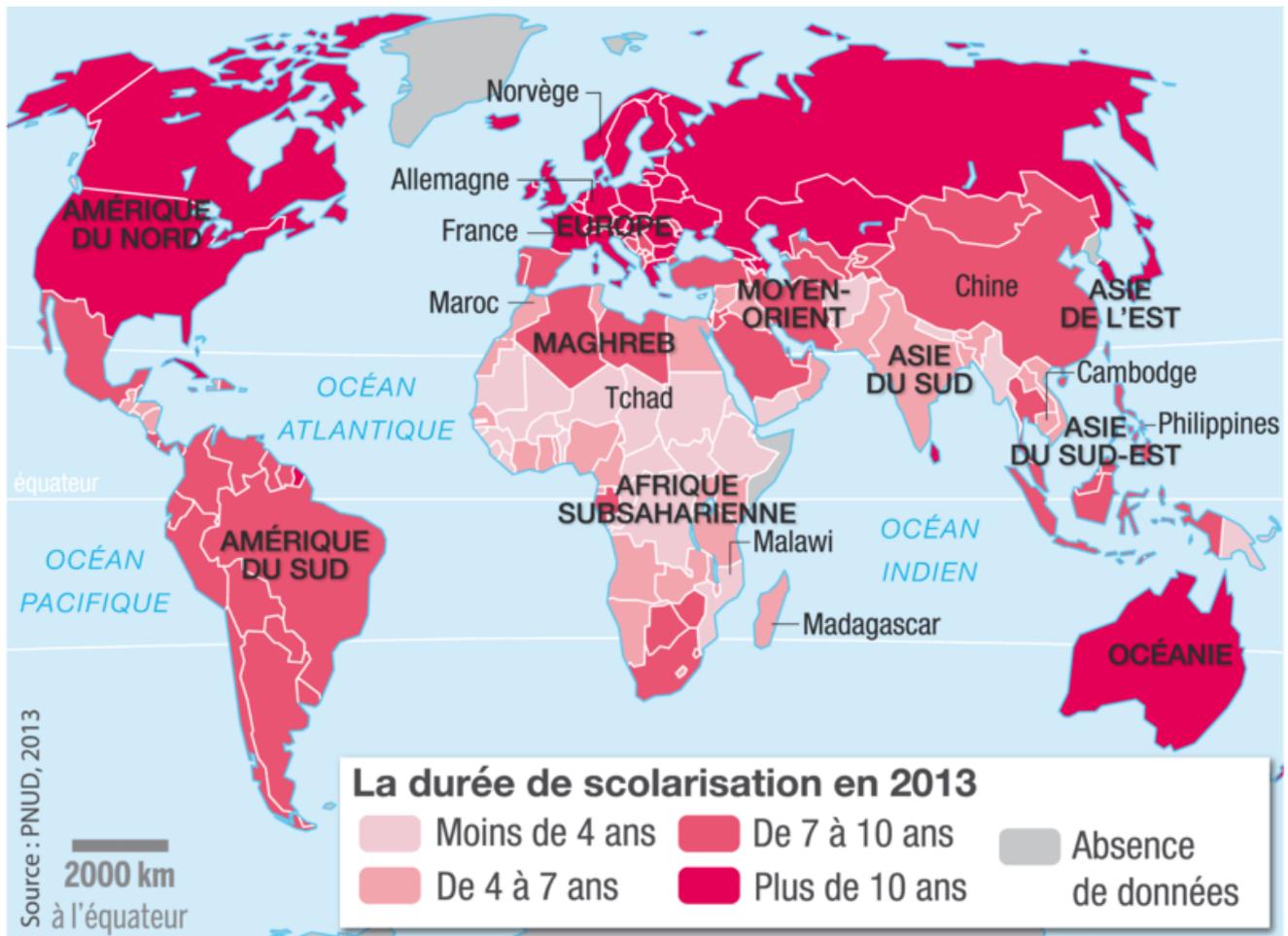
Les difficultés rencontrées par les enfants handicapés sont encore plus grandes. Manque d'empathie et de compréhension pour leur situation, manque d'enseignants spécialisés, de ressources pédagogiques et d'infrastructures adaptées sont autant d'obstacles à leur accès à l'éducation. L'inclusion des enfants handicapés est rarement une priorité pour les décideurs politiques qui laissent ainsi à l'abandon les droits élémentaires de ces enfants.

Dans la mesure où l'enseignement secondaire dans les PED et l'enseignement supérieur dans les PiD ne sont pas un droit humain garanti par l'État mais sont encore largement réservés aux classes moyennes et supérieures, le vivier des personnes formées professionnellement pour le métier d'enseignant est trop faible par rapport aux besoins. Cette situation de pénurie est aggravée par le fait que bien souvent les salaires sont insuffisants et payés de façon trop irrégulière. Le résultat est que trop souvent, dans les PED surtout, on trouve des enseignants insuffisamment formés et spécialisés face à des classes pléthoriques, ce qui nuit à la qualité de l'enseignement. Dans un tiers des pays, moins de 75 % des enseignants ont un niveau de formation qui correspond aux standards nationaux. Accroître le nombre d'enseignants qualifiés est d'ailleurs un des « objectifs onusiens de développement durable » à l'horizon 2030 (objectif 4.c).

Enfin, l'accessibilité des écoles n'est souvent pas évidente. Pour beaucoup d'enfants, surtout dans les régions rurales et pauvres, le trajet vers l'école dure plusieurs heures et représente un facteur de danger. Ce fait est lié au manque d'infrastructures et de sécurité dans des pays où l'environnement est dangereux. L'instabilité dans les zones de conflit provoque la destruction ou la fermeture de nombreuses écoles. Les élèves sont ainsi forcés à quitter l'école, ce qui les rend plus vulnérables aux violences du milieu, plus souvent recrutés pour le travail forcé ou comme enfants-soldats par les groupes armés. L'accès à l'école garantit le droit à l'éducation et apporte un sentiment de normalité aux élèves, contribuant à créer un environnement pacifique et propice à la reconstruction du pays.

L'exemple du Nigeria

Le système éducatif nigérian est divisé en trois étapes : 9 ans d'éducation de base (primaire), 3 ans d'enseignement secondaire, 4 à 6 ans d'enseignement universitaire ou supérieure. Les premiers 9 ans sont payés par le gouvernement et obligatoires en théorie. Néanmoins le Nigeria a la plus forte population d'Afrique, et environ 20 % des enfants ne sont pas scolarisés, surtout au nord du pays, où près de 2/3 des élèves sont illettrés. Les plus grands obstacles sont notamment la pauvreté, les conflits armés, une faible qualification des enseignants, peu d'infrastructures, de nombreux déplacés à l'intérieur du pays, de mauvaises conditions d'apprentissage et une forte inégalité entre les sexes. De plus, face à l'insécurité et aux fréquentes attaques du groupe terroriste Boko Haram visant des écoles, le gouvernement se montre incapable de protéger les élèves et les enseignants qui sont la cible privilégiée de ces attaques. Les pouvoirs locaux semblent avoir pris conscience du problème et sont prêts à investir pour améliorer le système scolaire et universitaire, mais cela suffira-t-il à impulser de vrais changements ?



90 % ou plus 70 % - <90 % 50 % - <70 % 30 % - <50 % Moins de 30 % Pas de données disponibles

Source : [eAtlas UNESCO des inégalités de genre dans l'éducation](#) (2018) - Taux de scolarisation au premier cycle du secondaire, féminin (%) (2017)

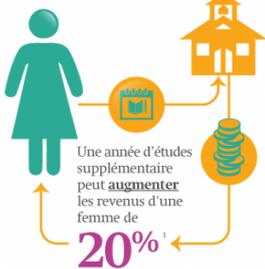


5 FAÇONS DONT L'ÉDUCATION PEUT CONTRIBUER A L'ÉGALITÉ DES SEXES

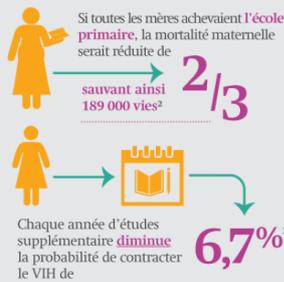


Assurer une éducation de qualité pour tous est **essentiel** à la réalisation des 17 objectifs mondiaux, notamment celui d'atteindre l'égalité entre les sexes et de rendre toutes les femmes et les filles autonomes

1. L'ÉDUCATION AMÉLIORE LES SALAIRES ET LES EMPLOIS POUR LES FEMMES



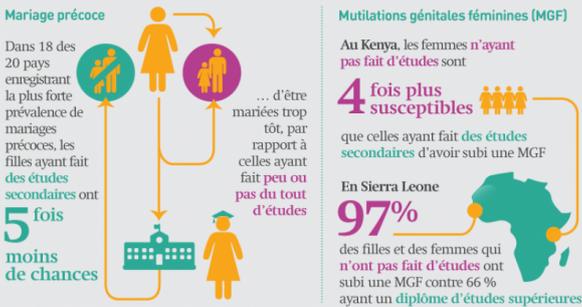
2. L'ÉDUCATION AMÉLIORE LA SANTÉ DES FEMMES



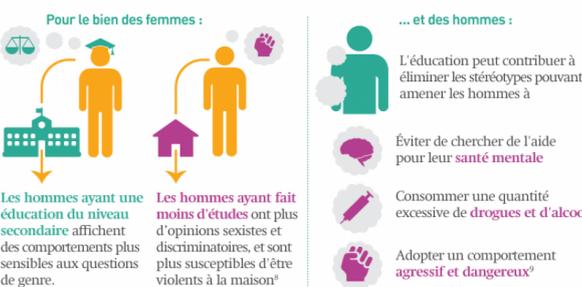
3. L'ÉDUCATION REND LES FEMMES PLUS APTES A LUTTER POUR LEURS DROITS



4. L'ÉDUCATION PROTÈGE LES FILLES DES PRATIQUES NUISIBLES

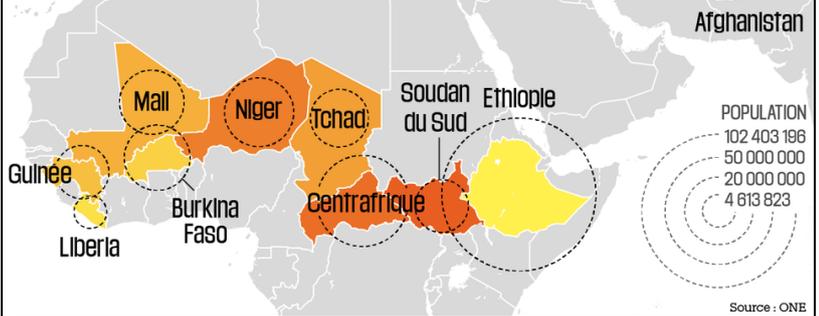


5. L'ÉDUCATION PEUT REMETTRE EN QUESTION LES STÉRÉOTYPES SEXISTES



Le Partenariat mondial pour l'éducation soutient 63 pays en développement afin de garantir à chaque enfant une éducation de base de qualité, donnant la priorité aux plus pauvres, aux plus vulnérables et à ceux qui vivent dans les pays touchés par la fragilité et les conflits.

Les 10 pays où les filles ont le moins accès à l'éducation

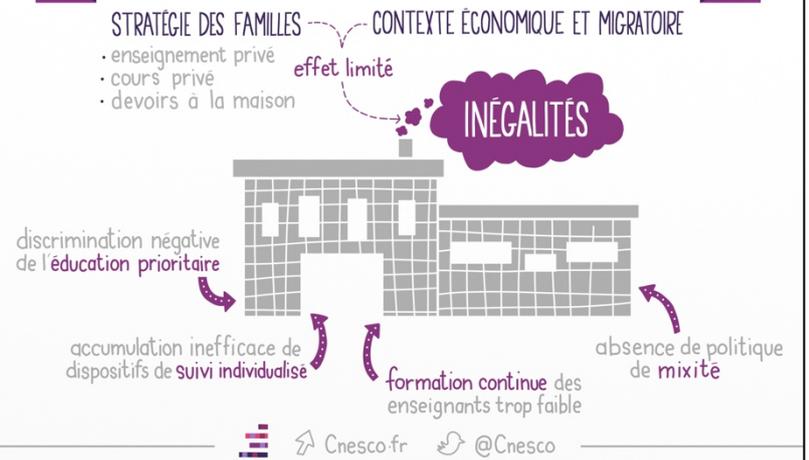


Score ONE

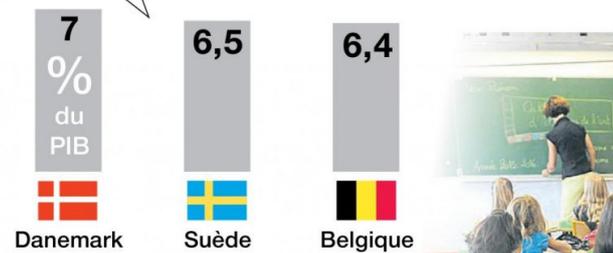
A partir de 11 indicateurs, chaque pays s'est vu attribuer un score sur 100, les scores les plus bas indiquant de mauvais résultats.



LA FABRICATION DES INÉGALITÉS À L'ÉCOLE



Les pays de l'UE qui dépensent le plus pour l'éducation...



Ceux qui dépensent le moins...



Source : Eurostat, chiffres 2015.

Des enjeux différents selon le niveau de développement

L'éducation est un des principaux indicateurs de l'IDH, qui mesure le niveau de développement d'un pays, de façon aussi bien directe qu'indirecte : en prenant en compte le taux de scolarisation et le taux d'alphabétisation de la population adulte, l'efficacité du système éducatif du pays est directement évaluée, mais un PIB/habitant et une espérance de vie à la naissance élevée n'est possible qu'à condition que le pays ait une main d'œuvre assez nombreuse et compétente. Il est donc clair que, selon le niveau de développement d'un pays, les enjeux en ce qui concerne l'éducation vont être différents.

PED

Dans les pays en développement, le manque de financement de la part des États dans des systèmes d'éducation secondaire et supérieure développés, ainsi que la pauvreté répandue empêchent l'accès pour beaucoup à des formations après l'école primaire. D'autres facteurs comme le sexe de l'élève potentiel (dans certains pays, l'accès à l'éducation est totalement interdite aux filles) ou la proximité de zones de conflit empêchent des enfants de poursuivre leur éducation au-delà d'un certain niveau.

Comment faire face à la forte poussée démographique dans des pays où les systèmes d'éducation nationale ne sont souvent même pas entièrement déployés au niveau primaire ? Comment former toujours plus de personnes afin qu'ils puissent échapper à un chômage de masse ?

Si nous prenons l'exemple de l'Afrique subsaharienne, aujourd'hui la grande majorité des pays africains ne sont pas encore dans une étape très avancée dans la transition démographique, avec la population la plus jeune du monde (60 % de la population en dessous de l'âge de 25 ans – chiffres du rapport du « World Economic Forum » de 2017 sur l'Afrique). Ceci est un avantage autant qu'un inconvénient : d'ici 2050, l'Afrique subsaharienne comptera 25 % de la population mondiale en âge de travailler. Ceci lui donne un avantage économique considérable comparées à d'autres régions du monde (en particulier en Europe, où, en 2050, on estime que 60 % de la population aura plus de 60 ans) ; mais cela risque aussi de poser des problèmes au niveau des institutions éducatives en place. Les défis ici se retrouvent en grande partie dans les systèmes éducatifs eux-mêmes.

Le statut actuel des systèmes d'éducation professionnelle est presque inexistant : ils ne représentent que 6 % du total des élèves inscrits au niveau de l'éducation post-secondaire.

PiD

Le vieillissement de la population ainsi que le manque de compétence de la main d'œuvre actuel posent de nombreux défis au système chargé de préparer la main d'œuvre du futur.

Les tendances démographiques dans les PiD sont généralement décroissantes : on assiste en moyenne à une baisse de taux de natalité, couplé à une croissance de l'espérance de vie. Ces tendances, dont le vieillissement de la population, auront pour première conséquence une main d'œuvre de plus en plus restreinte, mais une demande toujours aussi grande d'une proportion importante de la population, les retraités ayant besoin de soins médicaux et psychologiques. Si cette évolution est encouragée par les politiques des gouvernements européens, l'âge de la retraite devrait continuer à reculer. Dans ces conditions, il faudrait penser aux façons de faire évoluer les métiers, et de permettre aux salariés d'acquérir de nouvelles compétences.

Défis de demain

Répondre à une crise de spécialisation

La structure habituelle de l'apprentissage, en particulier dans les PiD, devrait connaître de grands bouleversements dans le futur. En effet, les diplômés universitaires perdent de leur valeur : aujourd'hui, on manque surtout d'une main d'œuvre ayant des compétences spécifiques. En Europe, par exemple, aujourd'hui 80 millions de personnes ne sont pas adaptées en termes de compétences à leur emploi, selon l'OCDE. En Finlande, il manque 95 % de travailleurs hautement qualifiés. Les données s'expliquent : près de la moitié des emplois aujourd'hui difficile à remplir nécessite des compétences très spécialisées, et cette tendance risque de s'accroître.

Dans le cadre de la mise en concurrence des travailleurs entre eux, ces derniers sont poussés à se former en permanence pour répondre aux besoins nouveaux. L'Europe présente malgré tout des avantages considérables comparé à d'autres régions du monde : elle sera moins affectée par les effets du réchauffement climatique, et même si elles ne sont pas adaptées à l'avenir du marché du travail, les infrastructures d'éducation en Europe sont les plus développées au monde. Ceci donne une certaine marge de manœuvre pour des changements possibles.

Si cette crise de spécialisation touche d'une façon prononcée les PiD, dû au fait que la grande majorité ont des systèmes d'éducation vieux de plusieurs siècles, elle affectera aussi les PED. D'après un rapport du World Economic Forum, les pays d'Afrique devront rapidement atteindre certains objectifs pour assurer leur réussite économique : au-delà de l'amélioration des systèmes d'éducation déjà présents, il s'agira de mettre en place des systèmes d'éducation professionnelle plus « robustes et respectés », ou encore d'implémenter une « culture d'apprentissage tout au long de la vie ».

Néanmoins, dans une grande partie des PED, en particulier en Afrique subsaharienne, il a été possible d'augmenter le niveau de qualification des employés grâce au recours à des structures de formation informelles plus souples mais, en contrepartie, moins susceptibles de s'adapter aux changements du marché du travail global. Une priorité serait, à une échelle subrégionale, d'intégrer ces structures non-officielles à des systèmes plus centralisés d'éducation professionnelle pour ainsi former tout au long de la vie une main d'œuvre plus compétente et efficace.

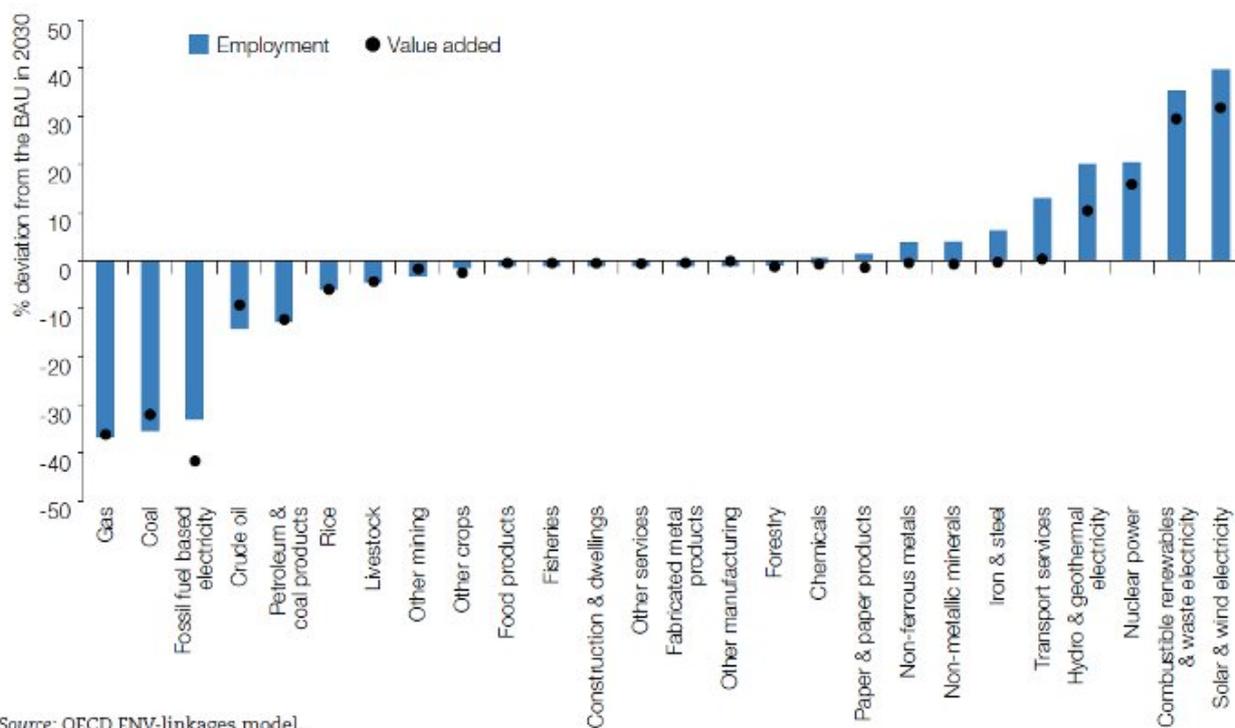
4RI : conséquences des nouvelles technologies

Avec l'avancé de la 4RI, les entreprises se sont d'autant plus mises à investir dans les nouvelles technologies afin de pouvoir mieux faire face à la compétition de demain. Certaines professions encore aujourd'hui réservées aux grandes entreprises tels que les GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple) seront répandues partout, tandis que d'autres, devenues redondantes et inefficaces, seront reléguées au second plan ou disparaîtront. Les tâches associées avec les métiers d'avocat, de comptable, de commis, et de caissiers, notamment, seront au fil des années fait par des intelligences artificielles ou des algorithmes puissants. Il sera primordial pour une entreprise d'avoir des spécialistes dans les nouvelles technologies ainsi qu'une équipe compétente dans le secteur de l'informatique et de la programmation. En ce qui concerne l'éducation, donc, il faudra une se concentrer sur l'apprentissage du codage, de l'informatique et de la programmation dans les écoles secondaires. Les formations dans ces domaines, au niveau universitaire aussi, devront être encouragées et développées. Néanmoins, ces évolutions ne pourront pas toujours être implémentées, en particulier dans les pays en développement. Même si les évolutions dans ces domaines feront presque

certainement l'objet d'un intérêt prononcé de la part des entrepreneurs dans les vingt prochaines années, il sera difficile, dans de nombreux pays, d'avoir accès à une éducation convenable. Il faut donc réfléchir à la meilleure façon d'incorporer l'apprentissage des nouvelles technologies dans les systèmes secondaires et universitaires, sans créer de nouvelles inégalités entre pays et entre individus.

Education à la fois durable et adapté aux changements climatiques

Il est très difficile de prévoir comment le monde parviendra à s'adapter au changement climatique. Si des mesures effectives sont prises, ce serait presque impossible d'imaginer un monde sans chômage de masse systématique dû, notamment, à la décarbonisation des entreprises. Néanmoins, même si c'est certainement vrai que dans certains secteurs, le nombre d'emplois se réduiront, c'est tout aussi vrai qu'on assistera certainement à une montée impressionnante du nombre d'emplois offerts dans les secteurs forcés d'évoluer, voir même dans de tous nouveaux secteurs créés pour faire face directement au changement climatique (des nouveaux emplois seront certainement requis dans les secteurs liés aux énergies renouvelables, voire potentiellement dans le développement de nouvelles technologies chargées de réduire le taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère). Ces secteurs auront particulièrement besoin d'une main d'œuvre spécialisée, et donc d'une éducation secondaire, universitaire et professionnelle à la hauteur.



Source: OECD ENV-linkages model.

Graphique montrant la projection d'emplois gagnés et perdus dans les domaines liés à l'énergie et au réchauffement climatique, en déviation de la norme (pourcentage)

Sources

Les objectifs de développement durable de l'ONU, à l'horizon 2030

<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/education/> (objectif 4)

Les rapports de l'UNESCO sur l'éducation

L'après 2015 : l'éducation que nous voulons (exposition des objectifs de l'agenda pour l'éducation post-2015 proposé par l'UNESCO et l'Unicef)

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000231043_fre/PDF/231043fre.pdf.multi

Réunion mondiale sur l'éducation 2018 : rapport de la réunion. À lire absolument ; les objectifs de l'UNESCO en matière d'éducation y sont clairement énoncés. On y trouve aussi les perspectives à l'horizon 2030 par grande région (Afrique, monde arabe, Asie-Pacifique, Europe et Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes). Enfin, on peut lire la « Déclaration de Bruxelles » de décembre 2018.

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367491_fre/PDF/367491fre.pdf.multi

Les Apprentissages de demain 3: quel type de pédagogie pour le XXI^e siècle ?

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000243126_fre?posInSet=20&queryId=N-f2eef310-7a36-4ca9-b853-0f1f8baf591

« Éducation, en quête d'une utopie nécessaire », *Le Courrier de l'UNESCO*, janvier-mars 2018. (des témoignages et des analyses qui font réfléchir à l'éducation de et pour demain)

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261311_fre/PDF/261279fre.pdf.multi.nameddest=261311

Rapport 2018 du bureau Multisectoriel Régional pour l'Afrique de l'Ouest-Sahel

https://unesdoc.unesco.org/in/documentViewer.xhtml?v=2.1.196&id=p::usmarcdef_0000367828_fre&highlight=profile:e1a7194a-e165-4563-b075-ae2bebfd860b&file=/in/rest/annotationSVC/DownloadWatermarkedAttachment/attach_import_6e0de876-1b84-4e35-9e4e-29971e9fb8ff%3F_%3D367828fre.pdf&locale=fr&multi=true&ark=/ark:/48223/pf0000367828_fre/PDF/367828fre.pdf#%5B%7B%22num%22%3A59%2C%22gen%22%3A0%7D%2C%7B%22name%22%3A%22XYZ%22%7D%2C0%2C842%2Cnull%5D

Les inégalités face à l'enseignement

<https://www.globalpartnership.org/fr/blog/letat-de-leducation-dans-le-monde-en-8-graphiques>

(l'état de l'éducation dans le monde en 8 graphiques, par le GPE)

<https://www.inegalites.fr/Education-et-formation> (le site français de référence)

https://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=1996 (L'accès à l'éducation progresse dans le monde, mais les inégalités persistent)

https://www.inegalites.fr/Les-milieus-populaires-largement-sous-representes-dans-l-enseignement-superieur?id_theme=17 (Les milieux populaires largement sous-représentés dans l'enseignement supérieur français)

<http://uis.unesco.org/fr/topic/egalite-entre-les-sexes-dans-leducation> (Égalité entre les sexes dans l'éducation)

http://www.ciep.fr/sites/default/files/atoms/files/focus_acces-filles-college-afrique.pdf (l'accès des filles au collège en Afrique)

https://www.liberation.fr/planete/2017/10/10/scolarisation-des-filles-les-pays-ou-il-fait-moins-bon-etre-ecolier_1601895 (scolarisation des filles en Afrique)

<https://yaleglobal.yale.edu/content/student-debt-rising-worldwide> (le problème de l'endettement des étudiants)

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2016/63/4/depp-ccc-2016-partie-5-resultats-performance-equite_760634.pdf (les inégalités au sein de l'UE)

https://www.lemonde.fr/campus/article/2016/12/06/l-enquete-pisa-sur-le-niveau-scolaire-des-eleves-suscite-des-debats-dans-le-monde-entier_5044521_4401467.html (à propos de l'enquête PISA)

Les initiatives pour favoriser l'éducation

<https://www.globalpartnership.org/fr> (Partenariat mondial pour l'éducation)

<http://www.education2030-africa.org/index.php/fr/> (Éducation 2030 en Afrique : plateforme d'échange d'informations et d'expériences)

<https://france.aide-et-action.org> (Aide & Action, ONG spécialisée dans la cause de l'éducation pour tous)

<https://www.globalcitizen.org/fr/content/10-barriers-to-education-around-the-world-2/> (Global Citizen, une autre ONG qui lutte contre la pauvreté)

<https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/eurydice/> (une plateforme qui présente et compare les systèmes éducatifs européens ainsi que les initiatives dans différents pays européens)

https://ec.europa.eu/info/education/policy-educational-issues/shared-challenges-education-and-training_fr (les initiatives de la Commission européenne)

Nouveaux métiers et adaptation de l'offre de formation

http://www3.weforum.org/docs/WEF_EGW_FOJ_Africa.pdf

http://www3.weforum.org/docs/WEF_Future_of_Jobs_2018.pdf

<https://www.ibm.com/blogs/ibm-france/2018/10/29/on-ne-se-forme-plus-on-se-transforme-par-l'experience/>

<https://atelier.bnpparibas/life-work/article/l-education-adapter-changements-induits-intelligence-artificielle>

<https://www.innovant.fr/2017/05/25/intelligence-artificielle-leducation-sadapte-aux-changements/>

<https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/se-former-et-eduquer-en-2030-ca-ressemblera-a-quoi-748621.html>